

### **CRISE DE L'ÉLEVAGE : LES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS BRETONS DE PORCS DEMANDE DE LEVER LE TABOU DE LA PERTE DE COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE**

Les Organisations de Producteurs (OP) de porcs de Bretagne attendent la mise en œuvre concrète du « plan d'urgence élevage » pour en apprécier définitivement le fond et la portée pour les éleveurs. Elles affirment d'ores et déjà que le plan doit être complété urgemment par des mesures d'aides à l'exportation de viandes. Mais elles regrettent surtout qu'il n'apporte aucune réponse au seul et vrai grand problème fondamental de la filière porcine française : la perte de compétitivité. « **Il faut arrêter de raisonner la filière au niveau franco-français mais prendre conscience que nous évoluons dans un monde qui bouge autour de nous** » indique, Michel BLOC'H, le Président de l'Union des Groupements de Producteurs de Viandes de Bretagne.

Sur le premier point, si les OP saluent l'évolution positive récente du prix du porc, elles constatent néanmoins des retards d'enlèvement chez certains éleveurs et un accroissement des stocks de viandes en aval. L'engorgement du marché français est réel et, sans réaction, va s'amplifier avec des conséquences graves dans les prochaines semaines. Le prix du porc allemand, où les industriels bénéficient déjà d'un coût de main d'œuvre très bas, est inférieur au prix du marché au cadran : Les abatteurs français perdent des marchés à l'exportation et auprès de salaisonnières, ces mêmes salaisonnières qui s'approvisionnent sur le marché international. Dans un monde ouvert, la seule revalorisation de la viande en GMS ne suffit pas. **Dans ces conditions, un programme ambitieux d'aide à l'exportation, voire d'aide alimentaire, doit obligatoirement compléter urgemment le « plan d'urgence élevage ».**

Sur le second point, les OP demandent au gouvernement de ne plus considérer, la question de la compétitivité des entreprises françaises comme un sujet tabou, à l'image des dernières déclarations ministérielles. Alors que la France assiste depuis plusieurs années, comme pour d'autres secteurs d'activités, à une délocalisation rampante de sa production de viande, les OP demandent au gouvernement de :

- **soit mettre fin au dumping social et fiscal pratiqué dans certains pays européens, notamment l'Allemagne,**
- **soit envisager un allègement des charges, notamment salariales, et des taxes au profit des différents maillons de la filière porcine française. « Avec le CICE par exemple, nous sommes très loin du compte »** précise Michel BLOC'H.

En faisant le choix du marché Européen, ouvert à tous, la France s'interdit de pouvoir décréter les prix comme le rappelle très justement le médiateur des relations commerciales agricoles dans son rapport. Dans ces conditions, la France doit prendre des décisions fortes pour alléger le poids des charges et des contraintes administratives qui pèse sur ses acteurs économiques en concurrence directe avec des entreprises étrangères moins pénalisées par leurs politiques publiques.